



Martin Noda / Hans Lucas

À gauche : Manifestation intersyndicale du 13 avril à Paris. À droite : Banderoles de la LTF lors de manifestations à Paris. Nous avons appelé à des occupations pour faire exploser le carcan des bureaucrates.



Le Bolchévik

Encore une défaite – Tirons les leçons cette fois !

Après trois mois de lutte, le gouvernement a imposé la retraite à 64 ans. C'est une nouvelle lourde défaite pour la classe ouvrière. La tâche posée à l'avant-garde aujourd'hui est de comprendre les raisons de la défaite et de se réarmer pour les luttes prochaines. Le gouvernement s'empresse maintenant de lancer toute une série de nouvelles attaques contre les travailleurs et les opprimés, en commençant par la loi sur l'immigration, le travail obligatoire pour les bénéficiaires du RSA et la liquidation de l'enseignement professionnel, et en promettant aux marchés financiers de réduire encore davantage les dépenses publiques sur le dos des travailleurs et des opprimés.

La bourgeoisie impérialiste française en déclin n'a en effet pas le choix pour maintenir son taux de profit : elle doit absolument aggraver encore ses attaques pour réduire le retard qu'elle prend sur ses concurrents dans la riva-

lité acharnée pour savoir qui va piller le monde. L'Allemagne, après la réunification capitaliste il y a trente ans, a énormément renforcé sa suprématie économique en Europe. La situation ne fait que s'aggraver encore depuis pour les impérialistes français, qui doivent trouver le moyen de faire payer à leurs propres travailleurs les sommes astronomiques qu'ils ont versées aux capitalistes pendant l'épidémie de covid. Les sanctions impérialistes liées à la guerre en Ukraine ont particulièrement affecté les monopoles français, très impliqués en Russie, et maintenant l'impérialisme américain prend des mesures protectionnistes d'envergure qui entraînent une série de délocalisations d'usines vers les États-Unis. La bourgeoisie française doit donc impérativement s'en prendre massivement aux travailleurs ici. Comme les salaires sont déjà à l'os (parmi les plus bas des pays développés pour le personnel de santé et d'éduca-

tion), elle doit s'en prendre aux salaires indirects, au premier chef les retraites.

Ce n'est pas une question économique mais une question *politique* de premier ordre : la bourgeoisie doit **briser la résistance** d'une classe ouvrière qui dans ce pays n'en finit pas de mener des batailles d'ampleur pour défendre ses acquis. Dans ce contexte, il était clair que la bourgeoisie n'allait reculer que si les travailleurs étaient organisés comme une force indépendante dans le but de **faire plier la bourgeoisie**. Mais c'est précisément ce que les bureaucrates syndicaux (appuyés au parlement par le bloc de la NUPES) ont empêché du début à la fin **parce que leur allégeance va en dernier ressort à leur propre bourgeoisie**.

Macron avait encore confirmé dans ses vœux de la Saint-Sylvestre ce que tout le monde savait depuis des années : il allait démolir les retraites. Mais les bureaucrates ont refusé de faire le

moindre geste pour préparer l'inévitable confrontation. L'intersyndicale a tout d'abord lancé... une pétition le 11 janvier soulignant qu'il n'y avait « aucune urgence financière » et que le « projet gouvernemental n'a rien d'une nécessité économique », comme si, dans le cas contraire (comme l'assurait le gouvernement), les travailleurs devraient alors accepter de travailler deux ans de plus. Autrement dit, les bureaucrates acceptaient de se placer sur le terrain du capitalisme et de ses impératifs financiers. Ils donnaient ainsi leur garantie par avance à la classe capitaliste qu'ils chercheraient par tous les moyens à garder le mouvement dans un cadre acceptable pour son budget, qui **ne permet pas** de satisfaire les besoins des travailleurs. C'était mettre la mobilisation par avance sur les rails de la défaite.

L'intersyndicale a ensuite organisé à partir du 19 janvier une série de

Suite page 4

Dehors les bureaucrates – Pour une nouvelle direction des syndicats

ARCHIVES DU MARXISME

Direction léniniste et lutte de classe

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de la « Thèse sur la tactique » adoptée au III^e Congrès de l'Internationale communiste, qui s'était réuni à Moscou en juin-juillet 1921. Ces extraits sont repris de l'édition française de la Librairie du Travail de 1934, avec quelques changements tenant compte des éditions en allemand et en anglais.

La conquête de l'influence prépondérante sur la plus grande partie de la classe ouvrière, l'introduction dans le combat des fractions déterminantes de cette classe, voilà à l'heure actuelle le problème le plus important de l'Internationale Communiste.

Car nous avons beau être en présence d'une situation économique et politique objectivement révolutionnaire dans laquelle la crise révolutionnaire la plus aiguë peut éclater absolument à l'improviste (à la suite d'une grande grève, d'une révolte coloniale, d'une nouvelle guerre ou même d'une grande crise parlementaire, etc.), le plus grand nombre des ouvriers n'est pas encore sous l'influence du communisme, surtout dans les pays où la puissance particulièrement forte du capital financier a donné naissance à de vastes couches d'ouvriers corrompus par l'impérialisme (par exemple en Angleterre et aux Etats-Unis), et où la véritable propagande révolutionnaire parmi les masses vient seulement de commencer.

Dès le premier jour de sa fondation, l'Internationale Communiste s'est donnée pour but, clairement et sans équivoque, non pas de former de petites sectes communistes cherchant à exercer leur influence sur les masses ouvrières uniquement par l'agitation et la propagande, mais de prendre part à la lutte des masses ouvrières, de guider cette lutte dans le sens communiste et de constituer dans le processus du combat de grands partis communistes révolutionnaires de masse éprouvés.

Déjà au cours de sa première année d'existence, l'Internationale Commu-

Thèse sur la tactique de l'Internationale communiste

Les partis communistes doivent être une avant-garde qui, en poussant la lutte pour les besoins vitaux du prolétariat, démontre comment mener la lutte et démasque ainsi le caractère traître des partis non communistes.

niste a répudié les tendances sectaires en prescrivant aux partis affiliés, si petits fussent-ils, de collaborer aux syndicats, de participer à vaincre leur bureaucratie réactionnaire de l'intérieur même des syndicats et de les transformer en organisations révolutionnaires de masse du prolétariat, en instruments de son combat. Dès sa première année d'existence, l'Internationale Communiste a prescrit aux Partis Communistes de ne pas se renfermer dans des cercles de propagande, mais de se servir de toutes les possibilités que la constitution de l'État bourgeois est obligée de leur laisser ouvertes pour l'éducation et l'organisation du prolétariat [...], pour en faire des armes, des tribunes, des places d'armes du communisme. [...]

Les expériences de ces deux ans de lutte des Partis Communistes ont confirmé en tous points la justesse du

point de vue de l'Internationale Communiste. Celle-ci, par sa politique, a amené les ouvriers révolutionnaires dans bien des États à se séparer, non seulement des réformistes déclarés, mais aussi des centristes. Dès lors que les centristes ont formé une Internationale 2 1/2 qui s'allie publiquement aux Scheidemann, aux Jouhaux et aux Henderson sur le terrain de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, le champ de bataille est devenu beaucoup plus clair pour les masses prolétariennes, ce qui facilitera les combats à venir. [...]

Les Partis communistes ne peuvent se développer que dans la lutte. Même les plus petits des partis communistes ne doivent pas se borner à la simple propagande et à l'agitation. Ils doivent constituer, dans toutes les organisations de masses du prolétariat, l'avant-garde qui montre aux masses retardataires,

hésitantes, en formulant pour elles des buts concrets de combat, en les incitant à lutter pour réclamer leurs besoins vitaux, comment il faut mener la bataille et qui par là leur révèle la trahison de tous les partis non communistes. C'est seulement à condition de savoir se mettre à la tête du prolétariat dans tous ses combats, et de promouvoir ces combats, que les communistes peuvent gagner effectivement les grandes masses prolétariennes à la lutte pour la dictature.

Toute l'agitation et la propagande, toute l'action des Partis Communistes doivent être pénétrées de ce sentiment que, sur le terrain du capitalisme, aucune amélioration durable de la situation de la masse du prolétariat n'est possible ; que seul le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'État capitaliste permettront de travailler à améliorer la situation de la classe ouvrière et à restaurer l'économie nationale ruinée par le capitalisme. Mais ce sentiment ne doit pas nous faire renoncer à combattre pour les revendications vitales actuelles et immédiates du prolétariat, en attendant qu'il soit en état de les conquérir par sa dictature. La social-démocratie, qui maintenant, dans la période d'effondrement et de désintégration du capitalisme, au moment où le capitalisme n'est plus en état d'assurer aux ouvriers même une existence d'esclaves rassasiés, présente le vieux programme social-démocrate des réformes pacifiques, réformes qui doivent être réalisées par la voie pacifique sur le terrain et dans le cadre du capitalisme en faillite, cette social-démocratie trompe sciemment les

Suite page 9



Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Publié sous la direction du Comité exécutif international en allemand, anglais, espagnol et français, Spartacist est envoyé à tous les abonnés aux publications de la LCI dans ces langues.



LE BOLCHEVIK logo and publication information: Published by the central committee of the Trotskyist League of France, section of the Fourth International. Editor: Herminio Sanchez. Address: BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10.

Subscription and ordering information: n° 45, novembre 2022 (72 pages) 2€ 2\$Cdn. For all orders: France: LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10. Québec et Canada: Les Éditions collectives, C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8. Available on the website of the LCI: icl-fi.org/francais/spf/45/

Mexique : Pour la refondation du GEM sur une base trotskyste !

La motion suivante a été approuvée en avril dernier par la Neuvième Conférence nationale du Grupo Espartaquista de México, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), et publiée dans El Antiimperialista n° 1 (mai 2023).



Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, la lutte pour l'émancipation nationale contre l'impérialisme n'est pas simplement un aspect supplémentaire du programme révolutionnaire ; c'est la question stratégique fondamentale pour la révolution. Cependant, le programme du Grupo Espartaquista de México (GEM) depuis sa fondation a été à l'opposé : une capitulation devant l'impérialisme américain, sur la base que la tâche principale et l'objectif stratégique des marxistes, dans un pays pillé et dévasté par la prédation impérialiste, est la lutte contre le nationalisme bourgeois, et que l'ennemi principal est la bourgeoisie mexicaine. Fondamentalement, en niant que tout le pays, y compris la bourgeoisie nationale, est opprimé par les impérialistes et en rejetant la nature stratégique de la lutte pour la libération nationale, on prenait parti pour l'impérialisme. Cette ligne, *made in USA* et imposée au GEM, signifiait répudier absolument la révolution permanente trotskyste au service du social-chauvinisme. Comme l'expliquait Trotsky :

« Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, le régime intérieur a un caractère principalement bourgeois. Mais la pression de l'impérialisme étranger change et altère tellement la structure économique et politique de ces pays que la bourgeoisie nationale – même dans les pays politiquement indépendants d'Amérique du Sud – n'arrive que partiellement à la hauteur de classe dirigeante. La pression de l'impérialisme sur les pays arriérés ne change pas, en vérité, leur caractère social **fondamental**, car le sujet et l'objet de la pression ne représentent que des niveaux différents du développement d'une seule et même société bourgeoise. Néanmoins la différence entre l'Angleterre et l'Inde, le Japon et la Chine, les États-Unis et le Mexique est si grande que nous établissons une distinction rigoureuse entre pays bourgeois oppresseurs et opprimés, et que nous considérons de notre devoir de soutenir les seconds contre les premiers. La bourgeoisie des pays coloniaux et semi-coloniaux constitue une classe à demi dirigeante à demi opprimée. »

– « Un État non ouvrier et non bourgeois ? » (novembre 1937)

La ligne d'*Espartaco* imposait nécessairement de répudier la distinction léniniste entre les nations opprimées



Carte postale basée sur une photo de N. Alexeyev

Pour mener les ouvriers et paysans de Russie à la victoire, les bolchéviks de Lénine et Trotsky les ont fait rompre avec leur direction réformiste et bourgeoise grâce à un programme liant la lutte pour les tâches démocratiques à la lutte pour le socialisme. La LCI luttera de même pour la libération des peuples opprimés, et du monde entier, du joug impérialiste.

et les nations oppressives, et donc de répudier la distinction entre le nationalisme des oppresseurs et le nationalisme des opprimés, qui est un reflet idéologique de l'oppression et de l'humiliation quotidienne par les impérialistes. Il est profondément réactionnaire de nier cette distinction. Dans les pays opprimés, le nationalisme a un caractère progressiste dans la mesure où il pousse les masses laborieuses à lutter contre l'impérialisme ; il a aussi un caractère réactionnaire dans la mesure où il est utilisé pour subordonner ces masses à la bourgeoisie nationale populiste, comme si elle était le seul combattant pour la libération nationale. Mais nous avons dénoncé toute manifestation de résistance à l'impérialisme comme une déviation nationaliste bourgeoise de la lutte pour la dictature du prolétariat. De manière centriste, nous brandissions des formules apparemment orthodoxes, telles que « l'internationalisme prolétarien » et la « dictature de la classe ouvrière », pour asséner des coups de bélier au nationalisme des opprimés, trahissant leurs aspirations nationales et renonçant, en fait, à la lutte anti-impérialiste.

Cela signifie, en dernière analyse, renoncer à la révolution. C'est du menchévisme masqué par de la phraséologie rouge : partant de la proposition que l'État-nation dans toutes ses manifestations est réactionnaire, que nous luttons pour le socialisme mondial, nous cédions de manière parfaitement naturelle la direction de la lutte anti-impérialiste à la bourgeoisie nationale, capitulant ainsi aussi devant le populisme. Ceci est complètement opposé au trotskysme :

« [L]a section mexicaine de la IV^e Internationale est en compétition avec la bourgeoisie nationale devant les ouvriers, devant les paysans. Nous sommes perpétuellement en compétition avec la

bourgeoisie nationale, en tant qu'unique direction capable d'assurer la victoire des masses dans le combat contre les impérialistes étrangers. »

– L. Trotsky, « Discussion sur l'Amérique latine » (novembre 1938)

En 2002, à la demande pressante de Jim Robertson, nous avons répudié pour le Mexique le slogan selon lequel « l'ennemi principal est dans notre propre pays », mais le contenu de cette lutte était de défendre l'essence de ce slogan. Lorsque notre regretté camarade Ed C. fit l'affirmation allant de soi qu'au Mexique « la tâche principale » consiste à « diriger la nation dans la lutte contre la domination impérialiste », la direction de l'Internationale, en particulier aux États-Unis, s'insurgea contre lui. Comme pour symboliser le caractère social-impérialiste de la ligne de la LCI, ce fut le bureau politique de la SL/U.S. qui codifia cette lutte par une motion déclarant : « En ce qui concerne le Mexique, un parti ouvrier qui ne soit pas guidé par une perspective révolutionnaire internationale et prolétarienne mais qui se pose comme tâche principale de "diriger la nation dans la lutte contre la domination impérialiste" serait un parti qui refuserait de réaliser son programme révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il serait au moins tacitement menchévique. » Qui sont les menchéviks ? Contrairement à cette affirmation du BP de la SL/U.S., la lutte contre l'impérialisme signifie la lutte constante et prolongée pour arracher la direction des masses ouvrières et paysannes des mains de la bourgeoisie, la lutte pour démontrer concrètement que nous ne sommes pas seulement les meilleurs mais, en fait, les seuls combattants conséquents pour la libération nationale en dénonçant à chaque pas les hésitations et les capitulations de

la bourgeoisie nationale. C'est le seul moyen de briser l'influence du populisme et du nationalisme bourgeois sur les masses laborieuses mexicaines.

Les articles « Une analyse marxiste de la Révolution mexicaine de 1910 » (*Espartaco* n° 12, printemps-été 1999) et « Rompez avec tous les partis bourgeois : PRI, PAN, PRD ! » (*Espartaco* n° 14, automne-hiver 2000), considérés comme des documents fondateurs de la section, crachent sur les aspirations des masses à l'émancipation nationale et présentent la Révolution mexicaine comme un déchaînement réactionnaire. L'article d'*Espartaco* n° 12 affirme que « le nationalisme fomenté par la bourgeoisie – qui cherche à lier les exploités à leurs exploités – enivre les masses » ; il dénigre même l'Indépendance du Mexique comme un événement qui « avait une odeur distinctive de contre-révolution » et il **dénonce** la répartition de la terre par Lázaro Cárdenas [président du Mexique de 1934 à 1940] comme « une manière de désamorcer les luttes ouvrières en donnant un lopin de terre pour que les ouvriers mécontents deviennent de petits paysans propriétaires ».

L'article d'*Espartaco* n° 14 déclare : « Depuis la Révolution mexicaine, la bourgeoisie utilise le nationalisme, l'anticléricalisme opportuniste et une coloration socialiste dans sa rhétorique populiste comme une arme idéologique pour consolider son pouvoir contre les factions concurrentes et justifier sa répression des luttes ouvrières et des révoltes des paysans. » Ainsi, il fulmine contre le nationalisme des opprimés et la séparation de l'Église et de l'État et il présente le populisme issu de la Révolution mexicaine comme purement ré-



icl-fi.org/espanol/ai/1

Abonnez-vous !

4 numéros plus *Spartacist* en espagnol
Mexique : \$40 – France : 2 €

Chèques à : Ángel Briseño, Apdo. Postal 006, Admón. Postal 13, CP 03501, Ciudad de México
Commande en France : voir page 5

actionnaire et rien de plus qu'un stratagème idéologique pour « réprimer » les ouvriers et les paysans. Il nie totalement aussi les contradictions du populisme et le fait qu'il est aussi dirigé contre les impérialistes.

Les deux articles dénonçaient Cárdenas parce que « son intention était de moderniser le pays au profit de la bourgeoisie mexicaine » et parce que son héritage « consistait dans la consolidation du régime bourgeois mexicain ». Loin d'être réactionnaires, ces mesures étaient historiquement progressistes dans la mesure où elles étaient dirigées contre les impérialistes. On ne peut nier le caractère progressiste du développement national du Mexique que si l'on rejette la lutte des ouvriers et des paysans contre l'oppression impérialiste.

Pour donner du crédit à notre position réactionnaire, nous avons déformé la citation suivante de Trotsky :

« Dans les conditions de l'époque impérialiste, la révolution démocratique nationale ne peut être victorieuse que si les rapports sociaux et politiques d'un

pays sont mûrs pour porter au pouvoir le prolétariat en qualité de chef des masses populaires. Et si les choses n'en sont pas encore arrivées à ce point ? Alors la lutte pour la libération nationale n'aboutira qu'à des résultats incomplets, entièrement dirigés contre les masses travailleuses. »

– *La révolution permanente*
(novembre 1929)

Il est vrai que la Révolution mexicaine s'est terminée dans un bain de sang paysan et que Cárdenas a maté les masses laborieuses. Le problème avec *Espartaco* n'est pas qu'il a dénoncé le résultat réactionnaire de tels processus, mais qu'il a utilisé cette citation pour s'opposer aux mesures et aux objectifs progressistes que Trotsky lui-même avait défendus avec insistance pendant son séjour au Mexique. Le véritable contenu de cette citation, c'est que le vrai crime et la véritable expression de la nature réactionnaire de la bourgeoisie nationale sont de supprimer à chaque pas la seule force capable de réaliser la libération nationale. Seul le prolétariat, à la tête de la paysannerie pauvre, peut réaliser cet objectif dans une lutte in-

interrompue menant à sa propre dictature et, finalement, à travers toute une série de convulsions révolutionnaires au niveau mondial, à l'abolition des classes sociales elles-mêmes. Dans la mesure où la bourgeoisie nationale maintient son hégémonie, alors, comme l'écrivait Trotsky, « la lutte pour la libération nationale n'aboutira qu'à des résultats incomplets, entièrement dirigés contre les masses travailleuses ». En répudiant la lutte anti-impérialiste, *Espartaco* a contribué à perpétuer l'hégémonie de la bourgeoisie nationale.

Cette ligne a été maintenue jusqu'au dernier numéro d'*Espartaco*. L'article « Révolution permanente contre populisme bourgeois » (*Espartaco* n° 51, avril 2019) est une longue dénonciation du nationalisme qui trace une ligne stérile contre la bourgeoisie nationale tout en rejetant le caractère progressiste de la lutte pour l'émancipation nationale. Non seulement nous sommes revenus sur la période de Cárdenas pour présenter les mêmes arguments réactionnaires contre López Obrador [président actuel du Mexique], nous sommes

allés jusqu'à dénoncer toute réforme, même limitée, dirigée contre les impérialistes et, au moins implicitement, nous avons dénoncé la nationalisation cardéniste du pétrole en écrivant :

« Les gouvernements précédents avaient préféré vendre au plus offrant, qu'il soit étranger ou mexicain, le secteur nationalisé de l'énergie, tout en participant à un gigantesque réseau de vol d'essence. López Obrador et une aile de la bourgeoisie mexicaine préférèrent développer et extraire le maximum qu'ils peuvent du peu qui reste de l'industrie pétrolière nationale, sachant qu'on peut en tirer de juteux profits. »

Étant donné que toute la base programmatique de chaque article sur le Mexique paru dans *Espartaco* était contraire au trotskysme, nous avons mis fin à sa publication. Nous lançons à partir d'aujourd'hui une nouvelle publication sous le titre d'*El Antiimperialista* avec le slogan « Pour l'émancipation ouvrière et nationale ! », qui évoque sous une forme condensée la véritable révolution permanente. Comme l'affirmait Trotsky, la lutte anti-impérialiste est la clé de la libération. ■

Retraites...

Suite de la page 1

journées d'action routinières conçues explicitement pour ne pas arrêter l'économie. Face à l'intransigeance de Macron, les bureaucrates, soutenus par la NUPES (« on bloque tout »), ont lancé des appels à « durcir le mouvement », y compris avec des grèves reconductibles, à partir du 7 mars, selon le niveau de combativité dans chaque secteur et en fonction de la décision individuelle de chaque travailleur de suivre un appel local ou pas. De nombreux travailleurs espéraient alors qu'une grève générale allait démarrer – mais ces appels étaient au cœur d'une chorégraphie bureaucratique bien rodée depuis vingt ans et plus pour faire soupape, avec une journée d'action « carrée » et des grèves reconductibles dans certains secteurs seulement, sans affecter de façon significative l'économie dans son ensemble. La recette est éprouvée – elle a à chaque fois déjà mené... à la défaite : 2003 (loi Fillon

sur les retraites), 2010 (retraites encore), 2016 (loi El Khomri), 2019-2020 (les retraites toujours). Les secteurs les plus combattifs se retrouvent à chaque fois isolés alors que presque partout ailleurs les travailleurs reprennent le travail.

Y compris dans les secteurs les plus mobilisés, comme les cheminots, il n'y a pas de piquet de grève ni aucune autre mesure pour imposer l'arrêt de la production. Souvent les bureaucrates encouragent même à briser les grèves – conseillant par exemple aux sous-traitants et intérimaires de travailler pour « se protéger ». À défaut de caisse de grève, les militants prêts à faire les plus grands sacrifices se retrouvent isolés, usés peu à peu par le manque d'argent pour se nourrir eux-mêmes et leur famille, démoralisés par l'effilochement progressif de la grève.

Après le recours du gouvernement au 49-3 le 16 mars pour imposer la réforme au parlement sans vote, l'indignation dans la classe ouvrière et dans l'immense majorité de la population était à son comble. La grève générale était à nouveau sur toutes les lèvres. Une

riposte ouvrière déterminée aurait pu faire tomber Macron. Mais, encore une fois, les bureaucrates ont simplement appelé à de nouvelles journées d'action, juste un peu plus rapprochées (23 mars), qui se sont accompagnées de manifestations plus ou moins spontanées dans les rues avec quelques poubelles brûlées. Ce sont Martinez et Berger qui ont sauvé Macron.

Maintenant Macron a promulgué la loi, et l'intersyndicale a appelé... à une quatorzième journée d'action, le 6 juin, dans le cadre d'un cirque parlementaire dont tout le monde sait qu'il ne va rien donner, alors que s'éteignent petit à petit les derniers foyers grévistes par épuisement général.

S'ils ont fait tout cela à chaque étape, ce n'est pas parce que Berger ou Martinez/Binet ne savent pas organiser une vraie grève mais parce qu'ils partent tous de la même prémisse fondamentale : c'est la bourgeoisie qui doit demeurer aux commandes et le capitalisme français doit rester compétitif. Ils pouvaient toujours menacer de bloquer le pays, Macron savait qu'ils allaient

faire en sorte que cela ne se produise pas, parce que cela aurait fait tanquer la barque du capitalisme français alors qu'il est déjà soumis aux vents contraires de la concurrence internationale. C'est pourquoi toute leur stratégie, découlant de ce programme procapitaliste, ne pouvait que se limiter à chercher à convaincre le gouvernement de l'injustice de la réforme et du fait qu'elle n'était pas indispensable au capitalisme français, selon leurs propres calculs. Si l'on prend pour principe de départ le respect des « valeurs républicaines », la démocratie bourgeoise, le pouvoir des capitalistes, alors l'idée même que la classe ouvrière pourrait imposer sa volonté aux capitalistes, c'est l'anathème pour ces lieutenants ouvriers du capital.

Tout ce carcan des bureaucrates menait inexorablement à la défaite. La question qui se posait pour l'avant-garde ouvrière était donc de façon urgente, et demeure, de faire exploser cet étai des journées d'action soigneusement calibrées par les bureaucrates pour que la bourgeoisie s'en accommode, et lutter



SIPA / Sébastien SALOM-GOMIS

Nantes, 31 janvier. La grève générale était sur toutes les lèvres dans la lutte pour les retraites. À droite : Usine Renault de Flins occupée en Mai 68.

Loïc Prat dit PHOTOVIE



pour une direction véritablement communiste dans les syndicats. C'est pour cela que nous avons appelé dans notre déclaration du 26 mars à des « occupations partout ». Cet appel était frontalement opposé à la conception des bureaucrates qu'il ne faut pas trop déranger la bourgeoisie ; des occupations, cela pose la question de savoir à qui appartiennent les moyens de production. Il y a dans ce pays plusieurs milliers de militants d'organisations qui se déclarent pour le pouvoir aux travailleurs ; il y avait en mars, surtout après le 49-3, des centaines de milliers de travailleurs qui étaient prêts à en découdre pour de bon avec les capitalistes et qui attendaient un signal. Quelques occupations dans une ou deux usines ou postes d'aiguillage clés auraient pu faire tache d'huile comme en Mai 68 et en Juin 36, par-dessus le frein des bureaucrates.

LO, RP et la grève générale – pourquoi n'a-t-elle pas eu lieu ?

Comme les bureaucrates partent de la prémisse que le pouvoir doit rester entre les mains des capitalistes, ils vont s'opposer à toute stratégie, à toute méthode lutte de classe capable de vaincre la bourgeoisie et de remettre en question son pouvoir, et ceci vaut également pour les bureaucrates de gauche à la Olivier Mateu d'Unité-CGT. On peut faire pression sur la bureaucratie, et en fait Martinez/Berger étaient sous une grosse pression de leur base. Mais aucune pression, si grosse qu'elle soit, ne va modifier leur programme procapitaliste, et donc le fait qu'ils vont inévitablement freiner la lutte à chaque étape et tirer vers le bas tous les efforts des travailleurs.

Des organisations comme Lutte ouvrière (LO) et Révolution permanente (RP) sont capables d'émettre des critiques tout à fait correctes de la bureaucratie syndicale. LO écrit par exemple (*Lutte de classe*, mai-juin) :

« La CGT, depuis qu'elle a irrémédiablement trahi la classe ouvrière en 1914, est en permanence tiraillée entre ces injonctions contradictoires : montrer tout son "sens des responsabilités" à la bourgeoisie, tout en ne perdant pas toute crédibilité aux yeux des travailleurs, crédibilité sans laquelle son rôle "d'agent de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière", comme l'écrivait Léon Trotsky, serait réduit à néant. »

Fort bien. Ces organisations opposent à ce réformisme la dictature du prolétariat, le communisme et autres belles paroles. Mais pendant toute cette lutte elles ont refusé de lutter pour chasser ces bureaucrates qui sont opposés au communisme et pour mettre à leur place, à la tête des syndicats, une nouvelle direction correspondant aux aspirations que professent LO ou RP !

Ils le justifient en disant que le pouvoir des travailleurs, ce sera pour dans l'avenir (indéterminé). C'est une évidence que la classe ouvrière n'est pas préparée aujourd'hui à se lancer dans une lutte directe pour la prise du pouvoir. Mais c'est uniquement en l'organisant dès aujourd'hui vers cet objectif qu'on peut faire progresser sa lutte. LO et RP, eux, s'adaptent aux bureaucrates et retombent nécessairement dans leur cadre. Depuis janvier, les éditoriaux hebdomadaires de LO se limitaient à



SIPA

célébrer les mobilisations appelées par l'intersyndicale et à appeler à étendre les grèves sans présenter le moindre défi aux bureaucrates.

RP a critiqué explicitement l'intersyndicale parce qu'elle envoyait des signes « *contraires d'apaisement et cherche des portes de sortie de la lutte* » (« Tribune » du Réseau pour la grève générale, 5 avril). Leur réponse : « *Il faut maintenir la lutte, la grève, les manifestations, les actions et les blocages, en renforçant sur le terrain les comités d'action et AG Interpro et en les coordonnant au service de cette perspective.* » RP cherche à combattre les bureaucrates sur la base de plus de combativité et de comités d'action et d'AG mais ce qu'elle refuse de faire, c'est d'attaquer les bureaucrates pour leur programme fondamental, leur soutien au capitalisme, et de lutter pour que les syndicats soient dirigés par des révolutionnaires. Sans cette perspective, les comités d'action de RP, leurs AG, les luttes combattives des ouvriers ne peuvent servir que de couverture au sabotage constant des bureaucrates.

Lutte ouvrière, de son côté, nous a sorti toutes sortes d'excuses pour s'opposer à nos appels, y compris même à celui « *Macron dehors ! Travailleurs au pouvoir !* ». Nous avons entendu pêle-mêle que la classe ouvrière serait trop faible de nos jours pour faire une grève générale, que le niveau de conscience est trop faible pour qu'on puisse avancer un programme révolutionnaire pour aujourd'hui, etc.

Tous ces arguments de LO sont bidon. Si les taux de grévistes ont peu à peu faibli au fur et à mesure des journées d'action, ce n'est pas simplement parce que la conscience des travailleurs était « trop faible », ni non plus seulement parce qu'ils tiraient la langue financièrement, c'est parce qu'ils étaient de plus en plus sceptiques sur la manière dont les bureaucrates menaient la lutte avec leurs ineptes journées d'action. Ils auraient été prêts à en faire bien davantage s'ils avaient eu une direction décidée à faire plier la bourgeoisie par tous les moyens et quoi qu'il en coûte à celle-ci. Trotsky écrivait en 1935, à la veille de la grève générale de Juin 36 (*Où va la France ?*) :

« Pourquoi des millions d'ouvriers se risquent-ils à participer à la grève générale, à des manifestations de rues agitées, à des conflits avec les bandes fas-



Déclaration syndicale franco-allemande : pour une relance européenne ambitieuse

Particulièrement touchée, l'Europe doit faire face comme le reste du monde à la pandémie du Covid-19. Les mesures d'arrêt sévères mais nécessaires prises pour enrayer l'épidémie, ont mis nos sociétés et nos économies quasiment à l'arrêt. L'activité économique, la liberté de

Philippe Martinez (CGT, ici le 10 décembre 2018 à l'Élysée) a mené la grève à la défaite. Les bureaucrates syndicaux allemands et français se sont unis pour faire avaler aux travailleurs le plan impérialiste Macron-Merkel du 18 mai 2020 sur le covid et prier que « l'Union européenne sorte de cette crise plus forte ». À bas l'UE et l'euro !

cistes, *mais se refusent-ils à participer à des grèves économiques dispersées ?* [...] Les masses comprennent ou sentent que dans les conditions de la crise et du chômage des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, apprenez chez les masses : elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire. »

Cette polémique de 1935 s'applique entièrement aujourd'hui à des gens comme LO ou RP qui pensent que c'est à travers des mots d'ordre strictement économiques contre la réforme des retraites et pour l'augmentation des salaires que l'on doit d'abord, dans un premier temps, « massifier » le mouvement.

La conclusion de LO, c'est que « *la tâche actuelle des militants révolutionnaires est de politiser le maximum de travailleurs, [...] multiplier les discussions, sous toutes les formes, sur tous les sujets qui concernent le sort et l'avenir de notre classe* » (*Lutte de classe*, mars). Autrement dit : ne rien faire contre le sabotage des bureaucrates. Effectivement, ils sont passés complètement à côté de la lutte pour les retraites. Les militants de LO se sont comportés comme de loyaux syndicalistes de base, ce qu'ils ont justifié en long et en large à la fête de LO contre nos interventions en argumentant qu'on ne pouvait mener la lutte que dans le cadre de ce qui était possible maintenant, étant donné la

conscience actuelle des travailleurs (ce qui était défini par les bureaucrates), et qu'un beau jour la conscience des travailleurs aurait fait un bond suffisant pour qu'ils se débarrassent eux-mêmes du carcan des bureaucrates.

Les militants de LO devraient songer même à leur propre histoire. En 1947, quelques militants seulement de l'organisation dont est issue Lutte ouvrière avaient été à l'initiative de la grande grève à Renault-Billancourt qui avait précipité la fin du front populaire d'après-guerre. L'obstacle apparemment omnipotent qu'était en 1947 l'appareil bureaucratique du PCF a disparu, mais aujourd'hui LO déclare qu'elle est « trop faible » et que les travailleurs sont trop arriérés pour qu'elle fasse quoi que ce soit d'autre que prêcher le communisme de l'avenir et, en attendant, construire les journées d'action de l'intersyndicale.

Le RGG et la chorégraphie bureaucratique des journées d'action

La tâche des révolutionnaires dans toute cette bataille était d'intervenir pour offrir une voie de lutte en opposition directe aux bureaucraties syndicales et les démasquer comme l'obstacle principal dont il faut se débarrasser dès maintenant pour faire le moindre pas en avant. Contrairement au suivisme des bureaucrates par LO, l'activisme de RP, avec son Réseau pour la grève générale (RGG), peut donner l'impres-

ABONNEZ-VOUS !



3 € pour 4 numéros plus Spartacist
Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €
Québec et Canada : 5 \$ (plus 2 numéros de République ouvrière)

Nom _____ Tél _____
 Adresse _____ CP _____
 Ville _____ Pays _____

Chèques : Société d'édition 3L
 LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Québec et Canada – Chèques : Les Éditions collectives
 C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8



À gauche : Manifestation à Bamako le 4 février 2022 contre les troupes françaises au Mali. À droite : Grève générale en Tunisie le 16 juin 2022 pour défendre les sociétés nationales contre le FMI et l'Union européenne qui affament le pays.

Hadama Diakité/EPA/MAXPPP

sion qu'ils ont, eux, sérieusement tenté de briser l'étau des bureaucrates. RP a pu effectivement mobiliser de nombreux militants dévoués et prêts à prendre de nombreux coups face aux flics devant l'incinérateur de la TIRU à Ivry ou la raffinerie de Gonfreville.

Cependant, sa stratégie consistait non pas à s'opposer à la bureaucratie, mais à contourner l'obstacle en empruntant la voie que les bureaucrates leur traçaient d'avance. Elle a mobilisé les militants de son Réseau pour la grève générale comme s'ils étaient une simple force d'appoint à des actions contrôlées de bout en bout par les bureaucrates. Comme les actions de RP évitaient le combat politique contre l'aile gauche plus combative de la bureaucratie, elles sont tombées dans le panneau que celle-ci lui tendait pour maintenir l'isolement des secteurs les plus en pointe.

En dépit de toute sa radicalité dans les paroles et la gestuelle, toute l'action de RP s'est jouée à la limite du rituel institutionnalisé des grands conflits sociaux en France. Les grèves reconductibles dans quelques secteurs isolés où la pression de la base est la plus forte, souvent dans les vieux bastions syndicaux publics ou semi-publics (EDF, SNCF, RATP...), restent en réalité enfermées par les bureaucrates dans ce rituel, servant en quelque sorte de bac à sable pour l'extrême gauche. Ces secteurs figurent parmi les principaux perdants des réformes de ces dernières années (destruction des régimes spéciaux en plus de l'allongement de l'âge de départ à la retraite), car c'est aussi là où les acquis étaient les plus significatifs. Mais au fil des défaites causées par les tactiques ineptes des bureaucrates, l'impact de ces grèves faiblit peu à peu et alimente la démoralisation.

Les plus militants subissent les plus lourdes pertes de salaire et sont désignés à la vindicte des patrons. En dernier ressort, la grève devient une décision personnelle mesurant le degré d'héroïsme et de sacrifice de chaque militant individuel, au lieu d'une action collective des travailleurs pour faire plier les patrons par la force. C'est pour cela que ce mode d'action est toléré par les capitalistes qui y voient un moyen peu coûteux pour eux d'épuiser les secteurs les plus avancés, et de cibler ensuite les militants individuels qui se sont le plus mis en avant.

La bourgeoisie, sauf à exterminer toute la couche de militants combattifs

qui sont nombreux dans ces secteurs, doit s'en accommoder et leur laisse ce bac à sable dont les limites sont bien tracées, notamment par les réquisitions lorsqu'elle décide que le pays risquerait d'être bloqué. Toute la question pour la bourgeoisie est de cantonner dans ce cadre bien délimité les radicaux de façon que la mobilisation ne se transforme pas en une grève générale, et RP et son Réseau pour la grève générale ont lamentablement échoué à sortir de ce cadre.

Par exemple, les cars mobilisés par RP depuis Paris notamment pour la raffinerie de Gonfreville, répondant à un appel initial de la direction de la CGT, sont venus alimenter une manifestation de soutien au droit de grève, l'après-midi du 24 mars. Mais les bureaucrates avaient laissé le matin même les travailleurs réquisitionnés ouvrir les vannes des réservoirs pour réalimenter l'Île-de-France en carburant et casser la grève. RP a glorifié les chefs de la CGT sur la raffinerie au lieu de dénoncer cette trahison, juste au moment où la grève des raffineurs allait mettre en panne des secteurs clés de l'économie et donc poser la question de l'extension de la grève, notamment sur l'aéroport de Roissy. La production nationale dans le raffinage a **augmenté** au premier trimestre par rapport au trimestre précédent, marqué par la grève d'octobre ! Les bureaucrates avaient alors déjà capitulé devant les réquisitions, ordonnées par le gouvernement dès que le pays avait été menacé d'une pénurie sérieuse.

De même, les bureaucrates à la TIRU d'Ivry ont pu utiliser les mobilisations de soutien devant l'usine comme un simple moyen de pression supplémentaire **dans le cadre** d'un accord tacite avec la mairie PS-PC de Paris et le gouvernement pour ne jamais dépasser, au nom de la « prévention des épidémies », un ordre de grandeur de 10 000 tonnes d'ordures non collectées – en fait, le seuil tolérable pour la bourgeoisie. Il fallait renforcer les piquets, mais cela ne pouvait porter ses fruits que dans la mesure où cela reposait sur une stratégie pour **remplacer** la bureaucratie traîtresse par une direction communiste à la tête des syndicats, sur la base d'un programme pour mener la confrontation avec la bourgeoisie jusqu'à la victoire.

Au bout du compte, ces mobilisations ont permis aux bureaucrates de se draper d'un voile de radicalité,

alors même qu'ils maintenaient la mobilisation dans le cadre défini par la bourgeoisie. Les travailleurs qui poursuivaient la grève dans la raffinerie ou chez les éboueurs perdaient encore de nouvelles journées de salaire sans que leur mouvement ne puisse sortir de son lit, ces secteurs combattifs restant isolés de la masse des travailleurs au lieu de devenir l'avant-garde d'un mouvement d'occupations qui aurait pu prendre la bourgeoisie à la gorge.

Le problème n'est pas en soi que RP ait construit un réseau pour la grève générale. Un front uni, réunissant les ouvriers les plus déterminés dans l'objectif de pousser en avant, **par l'action**, la grève générale, serait salulaire. Mais le RGG, ce n'était pas cela. C'était un assemblage bigarré de militants syndicaux, d'écologistes, d'intellos, de féministes et d'artistes, en fait surtout des petits-bourgeois, unis sur la base d'un soutien platonique à l'« idée » d'une grève générale.

Cette base sociale hétéroclite du RGG est un **symptôme** de son programme politique. Si le RGG avait été bâti sur une stratégie révolutionnaire cohérente opposée à la bureaucratie syndicale et aux mélenchonistes, cela aurait fait fuir immédiatement les trois quarts des féministes, mélenchonistes (fort nombreux), philosophes ronflants et autres écologistes amoureux des forêts et des nappes phréatiques. Mais il aurait sans doute permis de mobiliser des forces vives, prêtes à mener une lutte jusqu'au bout pour écraser la bourgeoisie, parmi les couches les plus opprimées des travailleurs, des femmes et des minorités, notamment dans la jeunesse et dans les quartiers du 9-3.

Combattre l'influence du mélenchonisme !

Nous mettons en garde dans notre déclaration du 22 mars : « *C'est précisément parce que la lutte des travailleurs est attelée au programme mélenchoniste qu'elle est paralysée en ce moment.* » Effectivement, en dépit du manque d'affection des bureaucrates syndicaux pour la personne de Jean-Luc Mélenchon, la France insoumise, ainsi que la NUPES qu'elle domine, ont joué un rôle central, et parfaitement complémentaire au programme procapitaliste des directions syndicales, pour saboter la lutte, la limiter à ce qui est acceptable pour les capitalistes, la canaliser vers

des issues parlementaires illusives, et ainsi la conduire à la défaite.

Étant donné le discrédit des sociaux-démocrates du PCF et du PS, c'est aujourd'hui surtout grâce à Mélenchon et à la NUPES que la bourgeoisie maintient les illusions parmi la classe ouvrière et un secteur de la petite bourgeoisie appauvrie dans la possibilité d'une amélioration graduelle et pacifique de leur situation. Sur la base de leurs promesses de la retraite à 60 ans, de taxer les riches, geler les loyers et même indexer les salaires, les mélenchonistes sont largement perçus, même si c'est sans trop d'enthousiasme, comme un moindre mal par rapport à Macron et Le Pen.

En fait, réaliser une seule de ces promesses de LFI exige de déchaîner le pouvoir de la classe ouvrière comme une force **indépendante** pour **vaincre** la bourgeoisie, ce qui est l'anathème pour le programme de Mélenchon basé sur les « valeurs républicaines », à commencer par l'inviolabilité de la propriété privée et le pouvoir des capitalistes. Mélenchon cherche à faire rebondir l'impérialisme français moribond, à augmenter sa compétitivité face à ses concurrents. Et cela ne peut être accompli que sur le dos des travailleurs.

En effet, si la bataille pour les retraites a montré une chose, c'est que l'impérialisme français en déclin doit s'attaquer à tous les acquis de la classe ouvrière. Il ne peut pas y avoir d'amélioration graduelle et constante du niveau de vie des travailleurs dans le cadre du capitalisme. Comment pourrait-on obliger la bourgeoisie à partager la richesse, imposer le gel de loyers déjà exorbitants (sans parler de commencer à résoudre l'énorme problème du logement) ou augmenter significativement le pouvoir d'achat des travailleurs et des retraités sans s'en prendre aux intérêts les plus fondamentaux des capitalistes ?

Tout le blabla de Mélenchon pour « bloquer le pays », à côté de Martinez qui appelait à « durcir le mouvement », était inscrit dans cette chorégraphie bien huilée que nous venons d'expliquer. Parallèlement, toutes les actions mises en avant par la NUPES pendant la bataille pour les retraites, souvent concoctées avec les bureaucrates – que ce soit le recours au Conseil constitutionnel archiréactionnaire, la proposition d'un « Référendum d'initiative partagée » ou la dissolution de l'Assemblée pour avoir des nouvelles élections – elles avaient toutes pour but de dévier la lutte de la seule voie capable de mener à la victoire, la canalisant vers des issues parfaitement acceptables pour les capitalistes, donc parfaitement impuissantes.

La réalité c'est que le mélenchonisme, en plus de dix ans d'existence sous différentes dénominations, n'a accompli et **ne peut accomplir** aucune réforme sociale sérieuse en faveur des travailleurs pour la simple raison que la grande bourgeoisie, qui détient tous les véritables leviers du pouvoir (les banques et la Bourse, la grande presse, les hauts fonctionnaires, la diplomatie,

l'état-major), ne le leur permettra pas. Et cela ne peut que renforcer la réaction : c'est Marine Le Pen qui est sortie renforcée de la défaite des travailleurs dans la bataille pour les retraites, et c'est dans ce contexte que quelques groupuscules fascistes, pour le moment marginaux, ont levé la tête récemment. C'est pour cela que le mélenchonisme n'est pas « un moindre mal », un simple soutien ni un pas dans « la bonne direction ». Tant que son programme reste influent sur le mouvement ouvrier, il constitue l'assurance la plus certaine de nouvelles défaites.

LO, RP : Contre Mélenchon, pour l'unité avec les mélenchonistes

Si la plupart des organisations qui se réclament du marxisme soutiennent ouvertement (même si c'est de façon critique) la NUPES, Lutte ouvrière et Révolution permanente s'y opposent dans leurs articles. Mais elles refusent de combattre l'influence des mélenchonistes dans le mouvement ouvrier. Ainsi, par exemple, lorsque Clémentine Autain a pris la parole lors d'une AG à la gare de Lyon à Paris le 28 mars, aucun des militants de LO et RP présent n'avait un seul mot à dire contre son programme.

Pire encore, le dirigeant de LO Jean-Pierre Mercier (récemment exclu de la CGT chez Stellantis Poissy – voir notre encadré) a révélé lors de la fête de Pentecôte de son organisation que les militants de LO restés dans la CGT soutiennent comme délégué syndical central, en remplacement de Mercier, un certain Cédric Brun, dirigeant de premier plan de... la France insoumise mélenchoniste dans le département du Nord. Loin de combattre le mélenchonisme dans le mouvement ouvrier, LO lutte ainsi pour son implantation dans la bureaucratie syndicale !

Quant à RP, pour ne pas faire fuir les trois quarts des adhérents du Réseau pour la grève générale, elle devait inévitablement taire les critiques de Mélenchon dans les meetings du RGG. Voilà le centrisme en action : malgré leur opposition à Mélenchon, LO et RP refusent de rompre l'unité avec les mélenchonistes, ce qui entraîne nécessairement de s'adapter politiquement à eux et de capituler à la fausse notion que nous pouvons lutter « tous ensemble » contre Macron.

Le problème de fond, c'est que ces organisations restent dans le cadre des appels à plus de combativité, plus de grèves reconductibles, etc., mais sans se battre d'ores et déjà pour une direction révolutionnaire. Du moment que Mélenchon se dit pour « durcir » la grève,



Jean-Luc Mélenchon

Marche pour la VI^e République le 18 mars 2017. Pour l'anniversaire de la Commune de Paris, Jean-Luc Mélenchon pavoise au milieu des drapeaux tricolores, symbole de l'impérialisme français réactionnaire.

pour « tout bloquer », il devient impossible de lutter contre son influence dans le cadre de la lutte économique. Si ce qu'on oppose aux manœuvres parlementaires de LFI n'est que la lutte ouvrière combative, comme le font LO et RP, on ne peut pas expliquer comment Mélenchon est un obstacle et non un « moindre mal », y compris dans les luttes partielles de la classe ouvrière.

Pour cela, il faut se battre *dès aujourd'hui* pour unifier la classe ouvrière

comme une *force de frappe* contre la classe capitaliste dans son ensemble sur la base de la perspective du pouvoir aux travailleurs. Or, c'est cette perspective que RP refuse. De façon parallèle au programme mélenchoniste pour la VI^e République, RP avance que ce qui est à l'ordre du jour, c'est une « *réponse démocratique radicale par en bas* ». Ils expliquent :

« La réalité c'est que nous ne sommes pas encore en condition de rempla-

Stellantis Poissy : la « démocratie ouvrière » selon LO

LO met aujourd'hui en avant la lutte qu'elle a menée pour la direction de la CGT dans l'usine de Stellantis Poissy, la plus grosse usine d'Île-de-France, dans une entreprise qui nage dans les profits (voir *Lutte de classe* n° 232, mai-juin). Ses militants ont construit une section SUD dans l'usine après leur exclusion bureaucratique de la CGT. LO se vante d'avoir construit là « un syndicat vivant, riche de nombreux adhérents, forgé au cours de décennies de lutte contre un patron de combat ». Mais qu'est-ce que cette direction syndicale « lutte de classe » a fait pendant la bataille pour les retraites pour briser le carcan des bureaucrates qui a limité la lutte à ce qui était acceptable pour la bourgeoisie et l'a conduite à la défaite? Rien.

Nous avons mis en avant l'appel à des occupations partout pour faire exploser le carcan des bureaucrates, en expliquant qu'une occupation déterminée dans une usine clé – comme celle de Poissy – aurait pu faire tâche d'huile et déclencher la grève générale nécessaire pour vaincre Macron. À l'opposé de cela, dans le meeting de LO sur les retraites lors de sa fête de Pentecôte, ses orateurs nous ont expliqué que « la tâche pour les ouvriers les plus conscients, ce n'était pas de trouver l'action la plus spectaculaire, le meilleur blocage, mais de généraliser la grève ». Ils ont dénoncé les blocages comme de la « fausse radicalité ». Comment allait-on alors « généraliser la grève » ? Il aurait fallu, selon eux, « rencontrer d'autres travailleurs, faire renaître l'habitude de discuter entre travailleurs ». Macron et Martinez/Binet doivent trembler de peur. C'est une défense droitière de l'état des bureaucrates qui a conduit à la défaite et une justification du fait que LO n'a rien fait à Stellantis Poissy.

C'est précisément parce qu'ils ont refusé de se battre contre les bureaucrates, dans la bataille pour les retraites, qu'ils présentent maintenant leur conflit avec Martinez dans la lutte pour diriger le syndicat de l'usine comme une bataille exemplaire « pour la démocratie ouvrière et syndicale » contre les bureaucrates. Derrière les mots il y a une réalité peu reluisante :

l'équipe syndicale de Poissy dirigée par LO a traîné devant les tribunaux capitalistes la confédération, qui a riposté en faisant de même. De s'en remettre aux juges capitalistes pour déterminer qui doit diriger le syndicat, c'est l'opposé du bavardage de LO que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». C'est éduquer les travailleurs dans la soumission à l'État capitaliste – l'ennemi à détruire.

Comme Trotsky l'expliquait, dans la lutte pour transformer les syndicats en instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat :

« Le mot d'ordre essentiel [...] est : *indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'État capitaliste*. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière.

« Le second mot d'ordre est : *démocratie dans les syndicats*.
 « Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'État impérialiste ou colonial. »
 – *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste, 1940*
 Nous disons : *Flics, juges et matons, hors des syndicats !*

Ces mesures prises par la direction sont bien sûr totalement illégales et nous ne laisserons pas PSA piétiner nos droits syndicaux. Nous sommes donc dans l'obligation de porter l'affaire au tribunal de Versailles pour imposer à PSA d'appliquer le droit dans cette usine.



Le Bolchévik



Clémentine Autain

28 mars. Les cheminots occupent brièvement les voies gare de Lyon ; les bureaucrates y offrent ce jour-là une tribune à Clémentine Autain, de la France insoumise mélenchoniste.

cer Macron par “un gouvernement des travailleuses et des travailleurs, des classes populaires et de toutes et tous les exploités et opprimés, en rupture avec le capitalisme”. La majorité des travailleurs, en dépit de leur détestation croissante des institutions existantes, se situe encore sur le terrain de la démocratie bourgeoise. L’urgence du moment passe par combattre de façon décidée le projet bourgeois d’un État toujours plus autoritaire, dirigé contre tous les exploités et opprimés. Mais pour reconquérir tout ce qui a été perdu dans la radicalisation autoritaire, nous ne pouvons pas revenir aux combinaisons parlementaires de la III^{ème} ou de la IV^{ème} République comme le proposent les partisans de la France Insoumise. Plutôt que d’espérer le retour à des démocraties impérialistes renouvelées, nous devons nous inspirer de ce qui a fait toute la radicalité de la Révolution française, à commencer par 1793. [...]

« Il faut abroger la V^{ème} République et éliminer la figure présidentielle, en nous inspirant de la Convention de 1793, instaurant une assemblée unique dont le rôle ne serait pas de parler pendant que le gouvernement gouverne, mais de légiférer et gouverner en combinant les pouvoirs législatifs et exécutifs. »

– RP « Face à la radicalisation autoritaire, pour une réponse démocratique radicale par en bas » (8 avril)

Indéniablement, les travailleurs se situent toujours sur le terrain de la démocratie bourgeoise. La question est : comment orienter la colère et l’indignation massives provoquées par la brutalité policière et la parodie macronienne de la démocratie vers une perspective prolétarienne révolutionnaire ? Pour cela, il faut évidemment lutter contre les mélenchonistes. Mais RP fait l’inverse : elle utilise un constat correct pour justifier son adaptation politique à Mélenchon, en proposant une version radicale de son programme démocratique bourgeois pour une VI^{ème} République, et donc elle contribue à maintenir les travailleurs dans le cadre de la démocratie bourgeoise.

Nous sommes d’accord qu’il faut détruire toutes les institutions réactionnaires de l’impérialisme français. Mais la question s’impose : est-ce que la bourgeoisie l’acceptera de bon gré ? Évidemment que non ! Si la défense de la retraite à 62 ans a déjà posé la nécessité d’écraser la bourgeoisie, se débarrasser du Sénat et de la présidence

de la République elle-même requiert rien moins qu’un véritable soulèvement de la classe ouvrière à la tête des masses petites-bourgeoises appauvries. La classe ouvrière ne peut pas se restreindre à un programme démocratique. Un tel soulèvement ne peut se terminer que de deux façons : soit le prolétariat prend le pouvoir, soit la bourgeoisie écrase le prolétariat. Cela pose la tâche, encore une fois, d’organiser le prolétariat comme une force indépendante. Pour nous, les mots d’ordre démocratiques doivent servir de pont vers le pouvoir des travailleurs – qui seul peut satisfaire leurs aspirations démocratiques –, et non un nœud coulant démocratique passé autour du cou du prolétariat par les agents de la bourgeoisie tels Mélenchon. Pour les mêmes raisons que nous venons d’exposer ci-dessus, Mélenchon est en fait **le principal obstacle**, avec les bureaucrates, y compris à la réalisation de ces tâches démocratiques.

Et c’est précisément cela que RP ne dit pas. Malgré ses critiques de Mélenchon, RP refuse d’en tirer les conclusions nécessaires et poser la tâche centrale à présent : briser les illusions en Mélenchon. Parce que pour les théoriciens de RP, ces mots d’ordre démocratiques ne constituent pas un coin à enfoncer entre Mélenchon et les travailleurs mais, au contraire, ils sont un moyen de s’adapter à lui.

Que faire après la défaite ?

La défaite sur les retraites est maintenant consommée, mais rien n’est réglé pour les travailleurs (ni pour la bourgeoisie malgré sa victoire) et la lutte pourrait reprendre à tout instant à grande échelle sur une autre question. C’est pourquoi la tâche centrale est de tirer le bilan pour préparer la prochaine bataille et pouvoir la tourner en contre-offensive contre la bourgeoisie. Ce qui va faire avancer les choses c’est que l’avant-garde comprenne comment elle n’a pas réussi à lutter efficacement contre les bureaucraties syndicales et qu’elle doit totalement changer de stratégie.

Ce qui est à l’ordre du jour aujourd’hui pour forger une opposition communiste à la bureaucratie syndicale, c’est d’opposer à la stratégie perdante de celle-ci un programme pour redonner de la force aux syndicats et préparer une nouvelle offensive victorieuse contre le

gouvernement. Voici la base que nous proposons aux militants qui cherchent à construire des noyaux d’opposition aux bureaucrates dans les syndicats :

- Le soutien des bureaucrates au capitalisme a conduit à la défaite : il faut donc construire des noyaux communistes pour engager la lutte pour les remplacer par une nouvelle direction.
- Rien n’est résolu, pour la classe ouvrière, et les attaques de la bourgeoisie redoublent. La défaite ne doit pas causer la démoralisation si on en comprend les causes et si on les combat en luttant pour une nouvelle direction.
- Pour renforcer la puissance des syndicats avant le début du prochain round, il faut lutter pour unifier les syndicats dans un seul syndicat par branche d’activité. La division en plusieurs syndicats sur un même lieu de travail ou à l’intérieur d’une même branche est due uniquement à des rivalités entre cliques de bureaucrates qui partent en grève à des jours différents et se cassent mutuellement les grèves. Il faut que cela cesse parce que cela n’aide que les patrons ! Ces derniers font bloc entre eux, les travailleurs doivent faire de même.
- Faire une campagne de syndicalisation massive, y compris en direction des précaires et sous-traitants avec la revendication de l’embauche de tous au plein statut. Il faut transformer les syndicats en organes des masses exploitées. Pour les bureaucrates au contraire, les syndicats ne sont que les organes de la petite couche supé-

rieure de la classe ouvrière.

- Virer des syndicats les chefs, les flics et les matons. C’est la base pour lutter pour l’indépendance des syndicats face aux capitalistes et leur État. En « syndiquant » les flics et les matons, les bureaucrates organisent une cinquième colonne d’agents provocateurs au sein du mouvement ouvrier. Les fédérations réputées à l’aile gauche de la CGT ont ainsi fait campagne pour faire élire à la tête de la confédération, lors de son congrès de mars, une ex-surveillante de prison, Céline Verzeletti.
- Collecter des fonds de grève dès maintenant pour ne pas se faire à nouveau asphyxier financièrement. La caisse de grève doit être l’objectif central des cotisations syndicales. Elle doit servir à payer les travailleurs qui tiennent les piquets de grève et les occupations, pas ceux qui restent chez eux. Les bureaucrates de gauche type Olivier Mateu s’y opposent : « ça revient à acter une grève par délégation » selon lui. LO a argumenté de même à sa fête de Pentecôte en traitant les appels de RP à constituer des caisses de grève comme des trucs artificiels de petits-bourgeois pour s’attirer les bonnes grâces des travailleurs.
- Combattre les mélenchonistes et leurs suivistes comme un obstacle à l’indépendance de classe du prolétariat, premier pas pour regrouper les forces derrière une nouvelle direction communiste révolutionnaire, dans la perspective d’un gouvernement ouvrier. ■

Meeting-débat de la LTF

Encore une défaite – Tirons les leçons cette fois !

Judi 15 juin, 19h30

Toloache, 49 rue de Clignancourt, 75018 Paris

(Métro ligne 4, station Château Rouge)

Pour tout contact : 01 42 08 01 49 – ltfparis@hotmail.fr

Archives...

Suite de la page 2

masses ouvrières. Non seulement le capitalisme, pendant la période de sa dislocation, n'est pas capable d'assurer aux ouvriers des conditions d'existence quelque peu humaines, mais encore les social-démocrates, les réformistes de tous les pays prouvent chaque jour qu'ils n'ont pas la moindre intention de mener le moindre combat pour la plus modeste des revendications contenues dans leur propre programme.

Revendiquer la socialisation ou la nationalisation des plus importantes branches d'industrie, comme le font les partis centristes, c'est encore tromper les masses populaires. Les centristes n'ont pas seulement induit les masses en erreur en cherchant à les persuader que la socialisation peut arracher des mains du capital les principales branches d'industrie sans que la bourgeoisie soit vaincue, ils cherchent encore à détourner les ouvriers de la lutte vitale réelle pour leurs besoins les plus immédiats, en leur faisant espérer une mainmise progressive sur les diverses industries les unes après les autres, après quoi commencera la construction « planifiée » de l'édifice économique. Ils reviennent ainsi au programme minimum de la social-démocratie, c'est-à-dire à la réforme du capitalisme, qui est aujourd'hui une véritable duperie contre-révolutionnaire.

Si dans ce programme de nationalisation, par exemple de l'industrie du charbon, l'idée lassalienne joue encore un rôle parmi certains centristes pour fixer toutes les énergies du prolétariat sur une revendication unique, pour en

faire un levier d'action révolutionnaire conduisant par son développement à la lutte pour le pouvoir, dans ce cas nous avons affaire à une rêverie de songe-croix : la classe ouvrière souffre aujourd'hui dans tous les États capitalistes de fléaux si nombreux et si effroyables qu'il est impossible de combattre toutes ces charges écrasantes et ces coups qui s'abattent en poursuivant un objet tout à fait imaginaire et doctrinaire. Il faut au contraire prendre **chaque** besoin des masses comme point de départ de luttes révolutionnaires qui, dans leur ensemble seulement, pourront constituer le courant puissant de la révolution sociale. Les Partis communistes ne mettent en avant pour ce combat aucun programme minimum visant à fortifier et à améliorer l'édifice vacillant du capitalisme. La ruine de cet édifice reste leur but directeur, leur tâche actuelle. Mais pour remplir cette tâche, les Partis Communistes doivent émettre des revendications dont la réalisation constitue une nécessité immédiate et urgente pour la classe ouvrière et ils doivent défendre ces revendications dans la lutte des masses, sans s'inquiéter de savoir si elles sont compatibles ou non avec l'économie pour le profit de la classe capitaliste.

Les Partis Communistes doivent prendre en considération non pas les capacités d'existence et de concurrence de l'industrie capitaliste, non pas la force de résistance des finances capitalistes, mais l'étendue de la misère que le prolétariat ne peut pas et ne doit pas supporter. Si ces revendications répondent aux besoins vitaux des larges masses prolétariennes, si ces masses sont pénétrées du sentiment que sans la réalisation de ces revendications leur existence est impossible, alors la lutte pour

ces revendications deviendra le point de départ de la lutte pour le pouvoir. À la place du programme minimum des réformistes et des centristes, l'Internationale Communiste met la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, pour un système de revendications qui dans leur ensemble démolissent la puissance de la bourgeoisie, organisent le prolétariat et constituent les étapes de la lutte pour la dictature prolétarienne et dont chacune en particulier donne son expression à un besoin des larges masses, même si ces masses ne se placent pas encore consciemment sur le terrain de la dictature du prolétariat.

Dans la mesure où la lutte pour ces revendications embrasse et mobilise des masses de plus en plus grandes, dans la mesure où cette lutte oppose les besoins vitaux des masses aux besoins vitaux de la société capitaliste, la classe ouvrière prendra conscience de cette vérité que si elle veut vivre, le capitalisme doit mourir. Cette constatation fera naître en elle la volonté de combattre pour la dictature [prolétarienne]. C'est la tâche des Partis Communistes d'élargir les luttes qui se développent au nom de ces revendications concrètes, de les approfondir et de les relier entre elles. Toute action partielle entreprise par les masses ouvrières pour des revendications partielles, toute grève économique sérieuse, provoque immédiatement la mobilisation de toute la bourgeoisie en tant que classe pour protéger ceux des entrepreneurs qui sont menacés, et pour rendre impossible toute victoire, ne fût-ce que partielle du prolétariat (Secours technique d'urgence [pour le passage de grève en Allemagne], briseurs de grèves bourgeois pendant la grève des chemins anglais, fascistes). La bourgeoisie

mobilise également tout le mécanisme de l'État pour combattre les ouvriers (militarisation des ouvriers en France et en Pologne, lois d'exception pendant la grève des mineurs en Angleterre). Les ouvriers qui luttent pour leurs revendications partielles sont entraînés automatiquement à combattre toute la bourgeoisie et son appareil d'État. Dans la mesure où les luttes pour des revendications partielles, où les luttes partielles des divers groupes d'ouvriers grandissent en une lutte générale de la classe ouvrière contre le capitalisme, le Parti Communiste a le devoir de proposer des mots d'ordre plus élevés et plus généraux, jusques et y compris celui du renversement direct de l'adversaire. ■

Contactez-nous !

@leBolchevik_LTF



LTF : ltfparis@hotmail.fr

Paris :

Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 01 42 08 01 49

Rouen :

LTF, Centre 316
82 rue Jeanne d'Arc
76003 Rouen
Tél : 09 73 62 16 10

spartacist.org

NHS...

Suite de la page 12

pour des soins médicaux de qualité et pour la libération des femmes. Ces questions ne peuvent pas être prises isolément : soit elles avanceront toutes les trois, soit elles reculeront. Pour avancer, il faudra une lutte sur les trois fronts **en même temps**, menée par la classe ouvrière **tout entière**. Mais aucun des syndicats du NHS ne suit une telle stratégie : ils se focalisent au contraire sur des revendications étroites, isolées des questions sociales plus larges en jeu. En particulier, la question de l'oppression des femmes est passée sous silence ou juste mentionnée pour la forme. **C'est inacceptable.** Oui, nous nous battons pour le pain, mais nous devons aussi nous battre pour des roses.

Les femmes comme travailleuses

Qu'est-ce que la libération des femmes a à voir avec la crise du NHS ? En fait, tout. La question de l'oppression des femmes est intimement liée en tout point au NHS. Premièrement et bien évidemment, elle a à voir avec le statut des femmes comme travailleuses. Les femmes forment l'écrasante majorité des salariés du NHS, qui est de

loin le principal employeur de femmes en Grande-Bretagne. Ce n'est pas une coïncidence si les salariés du NHS sont en général moins bien payés que ceux qui occupent des emplois majoritairement masculins avec un niveau de qualification similaire.

Une des principales raisons de cet écart de rémunération est que le gouvernement exploite le conditionnement social des femmes à dispenser des « soins » pour exiger de plus grands sacrifices que dans les professions à dominante masculine. Au nom de « sauver des vies » et des « soins aux patients », on demande aux infirmières et aux autres salariés du NHS de mettre de côté leur propre bien-être. Ce chantage moral a été poussé à l'extrême pendant la pandémie. Cette même méthode est utilisée aujourd'hui pour essayer de discréditer les grèves et démoraliser les grévistes. Les infirmiers et les ambulanciers sont accusés de tuer des gens quand ils font grève pour de meilleures conditions de travail. Il faut repousser énergiquement cette démagogie si l'on veut que les choses avancent un tant soit peu au NHS.

Les syndicats du NHS ne l'ont pas fait pendant la pandémie ; ils se sont au contraire totalement soumis au chantage du gouvernement, qu'ils ont laissé totalement libre de pressurer les travailleurs

jusqu'à ce qu'ils craquent. Pour toute récompense, ils ont reçu des applaudissements. Dans la grève en cours, le RCN a dû contrer certains des arguments qu'il avait lui-même mis en avant pendant la pandémie. Il a argumenté que les grèves des infirmières étaient nécessaires pour sauver le NHS, et que c'est l'écroulement du système qui tue les travailleurs. C'est parfaitement juste. Pourquoi la lutte est-elle alors si minimale et hésitante ?

Il est clair que les syndicats du NHS sont encore sur la défensive et qu'ils essaient de concilier l'argument qu'il serait moralement injustifié de perturber le fonctionnement du système. Il est temps de passer à l'offensive. L'esprit d'abnégation et le sens du devoir envers la société, qui sont très fortement ancrés chez les salariés du NHS – et en particulier chez les femmes – doivent être mobilisés dans une lutte pour de meilleurs soins médicaux et de meilleurs salaires pour tous. Le fond de

l'affaire, c'est que le NHS va s'écrouler et que beaucoup d'autres travailleurs vont mourir si la classe ouvrière tout entière ne se mobilise pas. Plus la lutte sera déterminée et décisive, plus elle bénéficiera du soutien des travailleurs, et



Le gouvernement a soumis la population à un chantage pour faire accepter les confinements réactionnaires, avec le soutien criminel des dirigeants syndicaux. Ce sont les syndicats, pas le gouvernement, qui auraient dû faire la loi.

plus les soins médicaux s'en trouveront améliorés.

Les services publics et la famille

L'oppression des femmes dans le NHS ne se limite pas à des salaires plus bas. Le fait que l'écrasante majorité des salariés du NHS soient des femmes veut dire que la plupart effectuent une deuxième journée de travail une fois rentrés à la maison – pour s'occuper des enfants, du ménage et des soins aux personnes âgées. Ce sont de façon disproportionnée les femmes qui effectuent ces tâches, ce qui fait que la question des services publics est d'autant plus importante pour elles. Avoir accès à des soins médicaux, à l'enseignement public, à des maisons de retraite gratuits – ce sont autant de pas modestes mais réels pour transférer les « soins » de la sphère privée de la famille vers la sphère sociale. Améliorer l'accès aux services publics et leur qualité allège directement le fardeau des tâches domestiques qui pèse sur les femmes. Inversement, les coupes claires dans les services publics et l'absence de crèches à des prix abordables ne fait que l'alourdir.

L'état des services publics a un impact particulièrement important sur les travailleuses, mais aussi sur le bien-être des travailleurs. Loin de diviser les travailleurs en fonction de leur sexe, mettre l'émancipation des femmes au centre de la lutte pour le NHS peut unifier la classe ouvrière sur une base beaucoup plus solide que de simples revendications économiques. Par exemple, les travailleurs dans des secteurs à dominante masculine comme les chemins de fer s'allieront beaucoup plus facilement aux infirmières pour exiger de meilleurs soins médicaux et une réduction du fardeau des tâches ménagères qu'autour de revendications salariales.

En fait, la condition des femmes est directement liée au niveau général du progrès social. En 1808 déjà, le pionnier du socialisme Charles Fourier expliquait :

« Les progrès sociaux et changements de Période s'opèrent en raison du progrès des femmes vers la liberté, et les décadences d'Ordre social s'opèrent en raison du décroissement de la liberté des femmes. »



Ci-dessus : Manifestation de femmes à Petrograd le 19 mars 1917. Sur la banderole : « Tant que la femme est esclave, il ne peut y avoir de liberté – vive l'égalité des femmes. » À droite : Une affiche soviétique de 1920 : « Ce que la révolution d'Octobre a apporté aux ouvrières et aux paysannes. » La femme montre une bibliothèque, une cantine, un centre social ouvrier, une école pour adultes et une « maison de la mère et de l'enfant ».



« D'autres événements influent sur ces vicissitudes politiques ; mais il n'est aucune cause qui produise aussi rapidement le progrès ou le déclin social que le changement du sort des femmes. »

– *Théorie des quatre mouvements et des destinées générales*

La lutte pour l'émancipation des femmes n'est pas seulement une cause entièrement juste, c'est aussi un levier pour élever toute la société. Le combat pour un NHS de qualité et pour de meilleurs services publics le démontre clairement.

Soins médicaux et capitalisme

Pour obtenir des soins médicaux de qualité pour tous, il est essentiel de comprendre les obstacles qu'il faut surmonter. Au fond, c'est la nature même de l'économie capitaliste qui dégrade et limite la qualité des soins médicaux. Quand la Grande-Bretagne était une puissance manufacturière, la bourgeoisie avait jusqu'à un certain point intérêt à assurer un niveau rudimentaire d'éducation et de soins médicaux. Ce n'était pas par charité, mais à cause de la pression exercée par une classe ouvrière forte, ainsi que la nécessité de disposer

d'une main-d'œuvre industrielle efficace et de soldats physiquement aptes. Quand l'économie s'est tournée toujours davantage vers des activités purement spéculatives et parasites dans la finance et les services haut de gamme, tandis que la classe ouvrière était décimée, la nécessité de maintenir des soins médicaux et des normes éducatives à moitié décentes pour la masse de la population est passée à l'arrière-plan.

Aujourd'hui, de plus en plus de secteurs de l'économie reposent sur une fine couche de technocrates et de spécialistes hautement qualifiés. Cela a eu pour conséquence que l'éducation, les soins médicaux et le logement social pour la majorité de la population sont tous devenus du « gaspillage » aux yeux des capitalistes. Ces services ne contribuent tout simplement pas assez à la « productivité » pour justifier des investissements conséquents. Avec des services publics dont les financements sont réduits et un état général de la population qui se dégrade, la pression sur le système de santé publique devient insupportable. C'est la raison de la crise du NHS. Elle est causée non pas par une « idéologie » sans cœur ou par la « cupidité », mais par les intérêts fondamentaux de la classe capitaliste. Il faut mettre la conscience de cette réalité au centre de la lutte pour de meilleurs soins médicaux et de meilleures conditions de travail.

Leçons de la pandémie : Ce sont les travailleurs du NHS qui doivent décider

Quand on réexamine la pandémie dans cette optique, les conclusions sont claires. Il était *criminel* de la part du mouvement ouvrier tout entier – le Parti travailliste, les syndicats et la gauche – de soutenir les confinements. Cela signifiait abandonner le contrôle de la santé et des conditions de travail aux mains des cinglés du gouvernement de Boris Johnson, qui de toute évidence se fichait complètement de protéger la classe ouvrière pendant la pandémie.

Ce qu'il fallait au contraire, c'était une lutte déterminée du mouvement

ouvrier pour prendre les choses en main. La classe ouvrière aurait dû lutter pour que toutes les ressources sociales soient mobilisées pour répondre à l'urgence. Il fallait construire dans l'urgence de nouveaux hôpitaux, de nouvelles maisons de retraite et autres structures sanitaires. Il fallait redistribuer les logements disponibles pour réduire le nombre de gens vivant dans des logements surpeuplés et dans de mauvaises conditions sanitaires. Dans le NHS, il fallait doubler les salaires et les effectifs. Ce ne sont là que quelques exemples des mesures élémentaires qu'il fallait prendre et qui auraient pu être prises pour répondre à la pandémie. Cela aurait aussi eu des effets à long terme bénéfiques sur la santé de la population et l'état du système sanitaire.

L'obstacle qui a empêché d'adopter toutes ces mesures est le fait que l'essentiel des ressources appartient à un petit nombre de familles. Réquisitionner les biens des capitalistes (et de la famille royale) est évidemment la ligne rouge à ne pas franchir pour un gouvernement qui a pour seul objectif de défendre les intérêts de ces gens-là. Donc le gouvernement a au contraire tout fermé, rempli les poches de ceux qui financent le Parti conservateur et pressuré à fond les salariés du NHS. Le RCN et les autres syndicats du NHS ont totalement adhéré à l'unité nationale, à la propagande sur le thème « nous sommes tous dans le même bateau », et se sont soumis au gouvernement. Au lieu de lutter pour de meilleures conditions de vie et de travail, ils ont supplié de confiner davantage. Le résultat de cette politique est clair. Cela a été une catastrophe pendant la pandémie, et cela a poussé le NHS dans l'état lamentable où il est aujourd'hui.

La leçon doit être tout aussi claire. Laisser le système de santé entre les mains d'un gouvernement capitaliste ne peut que conduire à un désastre. Ce sont les travailleurs de la santé qui doivent gérer le système de santé. Un premier pas élémentaire dans cette direction serait que les syndicats résistent aux

Journal marxiste de la Spartacist League/Britain

n° 250, été 2023
icl-fi.org/english/wh/250/

Abonnez-vous à Workers Hammer

4 numéros plus Spartacist en anglais

Tarif Grande-Bretagne : £3
 Tarif France : 6 €

**Commande : Spartacist Publications, PO Box 42886
 London N19 5WY, Grande-Bretagne, ou à l'adresse du Bolchévick**

intrusions bureaucratiques chaque jour plus envahissantes et luttent pour le contrôle syndical de la santé et sécurité. Au bout du compte, c'est tout le système, du haut jusqu'en bas, qui devrait être géré par les travailleurs.

La voie vers la libération des femmes

Le problème fondamental avec la stratégie suivie par le RCN et les autres syndicats du NHS, c'est qu'elle ne prend pas pour point de départ le fait que des soins médicaux de qualité pour tous et le capitalisme sont incompatibles. Bien sûr, les syndicats doivent partir des luttes et du niveau de conscience d'aujourd'hui. Mais ils doivent utiliser chaque bataille pour éduquer les travailleurs sur la nature inconciliable du conflit. Les syndicats du NHS, loin de le faire, entretiennent l'illusion que les capitalistes et leur gouvernement pourraient être persuadés et pourraient entendre raison. Dire des sornettes de ce genre porte préjudice aux batailles même les plus minimales pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Au lieu de luttes bien préparées et déterminées, cela conduit à des demi-mesures, à des compromis et à des capitulations.

Qu'il s'agisse des conditions de travail, des services publics ou de la condition des femmes, il est crucial de comprendre que des progrès continus et constants sont impossibles sous le capitalisme. Le NHS lui-même, qui est un acquis essentiel, n'était pas un pas vers le socialisme. Il faisait partie intégrante des mesures prises pour renflouer un impérialisme britannique en pleine déliquescence après la Deuxième Guerre mondiale. À l'époque, Clement Attlee (le Premier Ministre travailliste) et l'archi-réactionnaire Churchill étaient globalement d'accord sur ces mesures. Depuis, le NHS subit attaque sur attaque. Alors que la bourgeoisie au pouvoir vide la structure sociale de toute substance, la seule perspective sous le capitalisme c'est un avenir fait de déclin et de paupérisation.

Au contraire, un gouvernement ouvrier qui exproprierait la classe capitaliste pourrait prendre des mesures immédiates et à long terme pour augmenter la quantité et la qualité des services publics. Si on utilise rationnellement les forces productives et si on les planifie au niveau international, une part toujours croissante du fardeau qui repose aujourd'hui sur la famille pourra être prise en charge par la société tout entière : cuisine, ménage, soins médicaux, éducation, soins et éducation des enfants. Au fur et à mesure, le rôle social de la famille diminuera jusqu'à disparaître, et avec lui disparaîtra l'oppression des femmes.

Syndicalisme et oppression des femmes

La crise que traverse la Grande-Bretagne écrase les travailleurs dans tous les domaines de leur existence. La classe dirigeante est en crise permanente et la stabilité sociale s'érode à grande vitesse. Le principal obstacle à la libération de la classe ouvrière et à l'émancipation des femmes n'est assurément *pas* la stabilité du système. L'obstacle qui barre la voie vers le socialisme est d'abord et avant tout l'absence d'un parti ouvrier luttant pour le socialisme.

La direction actuelle du mouvement ouvrier est composée du Parti travailliste, un parti totalement procapitaliste, et d'une bureaucratie syndicale procapitaliste au discours parfois combatif. Pour briser la mainmise de ces traîtres, il faut montrer comment à chaque fois leurs actions portent préjudice à la classe ouvrière, et montrer qu'*une autre voie est possible*. C'est aujourd'hui la tâche clé pour des socialistes. Mais loin de faire cela, le reste de la gauche socialiste parle de marxisme et de révolution pour ensuite soutenir diverses directions non révolutionnaires de la classe ouvrière.

Le problème de la direction est très clairement mis en lumière s'agissant de l'oppression des femmes et des grèves au NHS. Prenons les gens de *Socialist*

Appeal. Ils écrivent fréquemment sur l'oppression des femmes. Ils ont récemment écrit un article sur le soutien répugnant apporté à un policier violeur récidiviste par sa hiérarchie. Ils écrivent aussi des articles sur la nécessité du socialisme pour l'émancipation des femmes. Mais quand il s'agit des grèves au NHS – qui ont de multiples manières un impact sur les femmes –, *aucun* de leurs articles ne s'avise *ne serait-ce que de mentionner* la question de l'oppression des femmes, et encore moins de demander que les syndicats luttent pour la libération des femmes. On peut en dire autant de tous les autres journaux socialistes.

Qu'est-ce qui explique cette apparente contradiction ? Elle vient d'une maladie que Lénine avait dénommée l'économisme. En Grande-Bretagne, elle est plus connue sous le nom de trade-unionisme. Au fond, ce programme limite les objectifs de la lutte syndicale à l'amélioration de la situation économique immédiate de la classe ouvrière et prêche le socialisme pour plus tard dans l'avenir. Quand il s'agit de quoi dire et quoi faire par rapport à l'oppression d'autres groupes – les femmes, les minorités ethniques, les immigrés, les Travellers (gens du voyage), etc. –, l'économisme se limite à des dénonciations de l'injustice et, là encore... à prêcher pour le socialisme dans l'avenir.

Ce programme, dans toutes ses moutures, est totalement compatible avec la bureaucratie syndicale existante, qu'elle soit de gauche ou de droite. Ce qu'il rejette, c'est la lutte pour une direction socialiste *aujourd'hui*, une direction qui non seulement prenne fait et cause pour *tous* les opprimés mais aussi qui se donne pour but de *mettre fin* à leur oppression en renversant le capitalisme. L'économisme ne conduit pas à une amélioration progressive, mais à la trahison par la bureaucratie procapitaliste ; ce n'est évidemment en rien un pas vers le socialisme.

Pour la bureaucratie syndicale et les pseudo-socialistes, mettre en avant la

libération des femmes dans le contexte des grèves au NHS serait semer la « division », parce que certains travailleurs (et à n'en pas douter assurément les bureaucrates) pensent que c'est trop radical. Lutter pour la libération des noirs, des asiatiques et des immigrés, des questions qui elles aussi sont absolument centrales au NHS, serait aussi et pour la même raison considéré comme semer la « division ». De même, c'était aussi pour éviter de semer la « division » qu'après la mort de la reine, des dirigeants syndicaux officiellement « républicains » ont annulé des grèves et que le RCN a suspendu un vote pour la grève qu'il avait prévu d'organiser. En fait, c'est l'économisme qui divise le mouvement ouvrier.

La classe dirigeante bombarde en permanence la classe ouvrière avec toutes sortes de préjugés, dans le but précis de dresser les travailleurs les uns contre les autres et de faire en sorte qu'ils demeurent loyaux envers le capitalisme. Pour des socialistes, édulcorer son programme face à l'arriération de la conscience signifie fouler aux pieds les intérêts des couches les plus opprimées de la société en présentant la lutte pour leur libération comme semant la « division ». Cela encourage la politique identitaire chez les opprimés qui se sentent à bon droit trahis ou abandonnés, ce qui conduit à une polarisation sociale réactionnaire et divise les travailleurs. C'est seulement si les luttes de *tous les opprimés* sont unifiées sous *un même étendard socialiste* que les prolétaires de tous les pays pourront surmonter les innombrables divisions entretenues par la classe dirigeante.

Cette perspective est une hérésie pour toutes les autres organisations de gauche en Grande-Bretagne. Toutefois, nous espérons avoir tort sur ce point, et nous serions ravis si d'autres groupes socialistes se joignaient à nous pour lutter afin que les syndicats du NHS et le mouvement ouvrier tout entier inscrivent sur leurs drapeaux : *Pour la libération des femmes !* ■

Pour sauver le NHS, luttons pour la libération des femmes !

- Un seul syndicat pour tous les travailleurs de la santé ! Pour une offensive gréviste commune.
- 50 % d'augmentation, indexation des salaires sur l'inflation.
- Non aux heures supplémentaires imposées. Embauches massives sous contrôle syndical. Non aux agences d'intérim et aux contrats à zéro heure. Embauche des intérimaires en CDI.
- À bas la discrimination raciste. Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés.
- Socialisation des tâches ménagères. Pour des crèches ouvertes 24 heures sur 24, des cantines et des laveries financées par l'État – disponibles sur les lieux de travail et dans les quartiers.
- Annulation de la dette du NHS. Nationalisation du secteur privé de la santé.
- Construction de nouvelles infrastructures de santé, d'écoles et de logements bon marché et de qualité. Réquisition des domaines de la monarchie et de l'Église pour les financer !
- Instauration d'une économie planifiée pour réindustrialiser la Grande-Bretagne. Expropriation de la City !
- Chassons les bureaucrates ! Pour une direction lutte de classe des syndicats et un parti ouvrier révolutionnaire.
- Pour des gouvernements ouvriers sur les deux rives de la mer d'Irlande !

Grande-Bretagne – Programme pour les grèves du NHS :

- Des salaires élevés
- Des soins médicaux de qualité
- La libération des femmes !

Nous reproduisons ci-dessous un article de nos camarades de la Spartacist League/Britain, paru dans leur journal Workers Hammer n° 249, printemps 2023.

WORKERS HAMMER

Le NHS (National Health Service, l'organisme public de santé britannique) a été éviscéré et saigné à blanc. Tout le système s'effondre et l'accès aux soins médicaux les plus élémentaires est remis en cause. Pour la classe ouvrière britannique, c'est littéralement une question de vie ou de mort. Les grèves du Royal College of Nursing (RCN – le syndicat du personnel infirmier), de UNITE et de plusieurs autres syndicats du NHS portent évidemment sur les salaires, mais aussi sur bien plus encore. Il s'agit de la survie même d'un service de santé financé par l'argent public.

Cette réalité est bien connue. La question est : *que faire ?* Tous les politiciens jurent la main sur le cœur qu'ils sont fermement déterminés à « sauver le NHS ». Compter sur eux, c'est compter sur un pyromane pour éteindre un incendie. Les conservateurs ont mené le NHS dans le mur, et aujourd'hui ils refusent catégoriquement de satisfaire les très modestes revendications salariales des infirmières et infirmiers. Quant au Parti travailliste, son secrétaire général Keir Starmer promet un retour à l'héritage de... Tony Blair, celui même qui avait grand ouvert la porte au privé dans le secteur de la santé. Le SNP (Scottish National Party), les libéraux démocrates et les verts n'ont rien de



Infirmières et infirmiers en grève à l'University College Hospital de Londres, le 18 janvier. Workers Hammer

mieux à proposer. Il est clair qu'aucun politicien n'a la solution.

Dans ce royaume réactionnaire, les progrès sociaux ne viennent que d'un seul endroit : des luttes de la classe ouvrière. Il est clair que les syndicats ont un rôle central à jouer pour « sauver le NHS ». D'un autre côté, depuis 40 ans les syndicats n'ont pas réussi à mettre un terme à la destruction du NHS et à l'érosion du niveau de vie. La faute en incombe non pas aux syndicats eux-mêmes, mais au cours désastreux suivi par les directions syndicales. Au lieu de construire des syndicats qui soient des instruments de lutte capables de défendre les besoins essentiels des travailleurs, les syndicats dans ce pays ont été vidés de leur substance et jouent un rôle lamentable d'agences de relations publiques.

On le voit bien avec la stratégie suivie actuellement par le RCN. Après s'être opposé aux grèves pendant près d'un siècle, avoir laissé ses adhérents se faire presser comme des citrons et conduit le NHS au désastre, le RCN a appelé à faire quelques jours de grève, dans l'objectif « d'obliger le gouvernement à faire une pause et à écouter ce que demandent les travailleurs de la santé » (RCN Magazine, 16 octobre 2020). Fort bien, mais quelques jours de grève éparpillés ne vont pas « obliger » le gouvernement à faire quoi que ce soit. En fait, le gouvernement n'a pas bougé d'un pouce tandis que le RCN réduisait de moitié ses revendications salariales – de 19 % à 10 % – après seulement deux jours de grève.

On n'obligera pas le gouvernement à « reconnaître » la vraie valeur des

travailleurs du NHS en attirant l'attention des médias. Ce qui arrive au NHS n'est pas l'effet d'une politique inadéquate mais le résultat d'une campagne menée depuis plusieurs décennies pour détruire l'acquis le plus important pour la classe ouvrière de ce pays. On ne reviendra pas en arrière sans une vraie bataille, et certainement pas avec des illusions dans la bonne volonté de Westminster (le Parlement britannique).

Toute infirmière et tout infirmier sait que pour soigner un patient, il faut d'abord diagnostiquer correctement sa maladie. Le RCN a raison de considérer que les bas salaires sont un facteur important dans la crise du NHS. Mais les bas salaires ne sont qu'un symptôme d'un problème plus général. La véritable cause de la crise du NHS, c'est la dégradation

générale de la situation sociale et économique en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord. Ces quarante dernières années, les conditions de travail, les services publics et la condition des femmes ont tous été laminés par des attaques incessantes. Rien n'illustre mieux cette réalité que l'effondrement du NHS – un cas d'école combinant conditions de travail affreuses, services publics en lambeaux et traitement brutal réservé aux femmes dans ce pays.

Pour sauver le NHS et enrayer le déclin général du niveau de vie, il est nécessaire d'élargir la lutte et de s'attaquer aux racines de la crise. Dans ce but, Workers Hammer préconise d'organiser les grèves dans le NHS autour de la lutte *pour l'augmentation des salaires,*

Suite page 9